

Marie Lambert

TVA Mode d'emploi

**50 questions-réponses
pour optimiser la TVA
et éviter les redressements**

© Groupe Eyrolles, 2011
ISBN : 978-2-212-54876-1

EYROLLES



Table des matières

Préface	13
Avant-propos.....	15
L'auteur	15
L'ouvrage.....	16
Les pictogrammes.....	17

Partie 1 : Les notions incontournables

Chapitre 1 : Comment fonctionne la TVA?.....	21
Un peu d'histoire pour mieux la comprendre.....	21
Un impôt indirect sur la valeur ajoutée produite par l'entreprise.....	22
Chapitre 2 : Que signifie être « assujetti à la TVA »?	25
Chapitre 3 : Quelles sont les opérations entrant dans le « champ d'application » de la TVA?	27
Quel est le sens du champ d'application de la TVA?.....	28
Comment identifier les opérations qui sont hors et dans le champ d'application de la TVA?	29
L'essentiel des opérations dans le champ de la TVA recouvre les opérations réalisées à titre onéreux.....	29
Les livraisons de biens	29
Les prestations de services.....	30
Les opérations sont réalisées à titre onéreux.....	31
Certaines opérations dans le champ sont expressément exonérées.....	32
Certaines opérations exonérées sont taxables sur option	33
Comment reconnaître et gérer les situations particulières?	34
Réalisez-vous sans le savoir des « livraisons à soi-même » (LASM) de biens ou de services?	34
a) Définition	34
b) Taxation de l'opération	34
c) La base d'imposition	35
d) L'exigibilité.....	35
e) La déduction de la TVA.....	35
Quelles sont les particularités des activités libérales?	36
a) Le principe général de taxation	36
b) Les professions dans le secteur médical ou paramédical	37
c) L'enseignement	37

Quel est le sort des subventions, aides, dons, etc. ?	37
Comment s'applique la TVA aux opérations de location ?	38
a) Les locations d'immeubles.....	38
b) Les locations de biens incorporels.....	39
c) Les locations en meublé à usage d'habitation	40
Quoi de neuf pour les opérations de construction ?	41
a) Définitions.....	42
b) Les opérations réalisées par les vendeurs assujettis à la TVA dans le cadre d'une activité économique.....	42
c) Les opérations réalisées en dehors d'une activité économique.	43
d) Les modalités de taxation.....	43
e) Les droits d'enregistrement.....	44
f) Tableau récapitulatif de la TVA et des droits d'enregistrement (DE) applicables.....	45

Chapitre 4 : Quel est le lien entre fait générateur, exigibilité et paiement de la TVA?.....47

Que signifient ces termes?	48
Quand la TVA est-elle exigible pour les livraisons de biens ?	49
Exigibilité à la livraison	49
Paiement avant la livraison	50
Transfert de propriété avant la livraison	50
Clause de réserve de propriété	50
Location-vente	50
Quand la TVA est-elle exigible pour les prestations de services ?	51
Encaissement du prix.....	52
Option pour les débits.....	52

Chapitre 5 : Quelques rappels comptables.....55

Partie 2 :

Comment déterminer la TVA à payer ou à imputer?

Chapitre 1 : Première étape : déterminer la TVA collectée59

Quelle est la base imposable à la TVA ?	60
Que prend-on en compte ?.....	60
Qu'exclut-on ?	61
Que se passe-t-il pour les opérations annulées, résiliées ou impayées ?	61
Opérations résiliées, annulées ou faisant l'objet d'un rabais.....	61
Opérations impayées	62
La base est réduite pour les biens d'occasion	62
Quels sont les taux applicables ?	63

Chapitre 2 : Seconde étape : quel est le montant de la TVA déductible?65

Quelles sont les règles à suivre pour déduire la TVA ?	67
Quels sont les biens ou services pour lesquels la TVA est déductible ?	67
Quels sont les cas d'exclusion de la déduction de la TVA ?	67

À quel moment peut-on déduire la TVA?.....	68
Quelles sont les mentions à respecter?	69
Quel est le sort des frais de réception et de déplacement?	69
Le cas des cadeaux, échantillons et spécimens.....	70
Comment est déterminé le coefficient de déduction de la TVA?.....	71
Le coefficient d'assujettissement.....	72
Le coefficient de taxation	73
Coefficient égal à zéro ou à un.....	73
Coefficient compris entre zéro et un	74
Quelles sont les difficultés liées aux produits financiers?.....	75
a) Les produits exclus ou pas du champ d'application de la TVA.....	76
b) Les incidences sur le coefficient de taxation.....	76
c) Comment bénéficier de la tolérance applicable aux opérations financières accessoires?	76
Le coefficient d'admission	77
Le coefficient de déduction	78
Quand créer un secteur distinct d'activité?	78
Dans quels cas faut-il régulariser la déduction initiale?	79
La régularisation annuelle du coefficient provisoire avec le coefficient définitif	80
Les événements générant une régularisation globale du coefficient de référence	81
La régularisation des opérations résiliées, annulées ou impayées.....	81
Chapitre 3 : TVA à payer ou crédit de TVA?	83
Dans quels cas doit-on régler de la TVA?.....	83
Comment utiliser le crédit de TVA?	84
Quelles sont les possibilités d'imputation?	84
Comment en obtenir le remboursement?	85
Quelles sont les obligations déclaratives?	86
Comment se faire rembourser la TVA exposée dans un autre pays membre de l'UE?.....	86

Partie 3 : La territorialité de la TVA

Chapitre 1 : La France et l'outre-mer	91
Chapitre 2 : Quelles questions se posent pour les opérations au sein de l'UE?.....	93
Pourquoi obtenir un numéro intracommunautaire?	95
Quels sont les vingt-sept États membres de l'UE et leur code pays?.....	96
Quel est le régime applicable aux échanges de biens au sein de l'UE?.....	97
Qu'est-ce qu'une livraison ou une acquisition intracommunautaire?	97
Quelles sont les particularités de ces opérations au regard de la TVA?.....	98
Cas général.....	98
Les ventes à distance de biens.....	98
Quelles précautions prendre pour vos opérations intracommunautaires?	99
Comment identifier et traiter les opérations triangulaires?.....	100
Quelles sont les particularités des prestations de services à l'intérieur de l'UE?.....	101

Quel est le jargon employé par les nouvelles règles ?	101
Quels sont les nouveaux principes ?	102
<i>Quid</i> des opérations <i>B to B</i> , ou entre assujettis ?	102
<i>Quid</i> des opérations <i>B to C</i> , ou entre un assujetti et un non-assujetti ?	102
Quelles sont les particularités de certaines prestations de services ?	103
Quelles sont les dérogations pour les opérations <i>B to C</i> ?	103
Quelles sont les dérogations relatives aux opérations <i>B to C</i> ?	104
Le formalisme	106
Mention sur les factures	106
Nouvelle déclaration européenne de services (DES)	106

Chapitre 3 : Comment gérer les opérations réalisées avec le reste du monde ?	107
Quel est le régime applicable aux exportations ?	108
Quel est le régime des importations ?	108
Comment optimiser la TVA en achetant en franchise de TVA ?	109
Que permet le régime fiscal « suspensif » de TVA ?	110
Comment se protéger des surcoûts de la TVA par l'insertion d'une clause fiscale dans le contrat de vente ou d'achat ?	111

Partie 4 : Quelles règles de facturation doit-on respecter impérativement ?

Chapitre 1 : Quelles sont les obligations en matière de facturation ?	115
Il est obligatoire de facturer sous peine de sanctions	116
Particularités de la réglementation fiscale	117
La facture doit respecter un certain formalisme	117
Chapitre 2 : Quelles sont les mentions à porter sur les factures ?	119
Les mentions générales	119
Les mentions relatives à une exonération	120

Partie 5 : Quels sont les différents régimes de déclarations ?

Chapitre 1 : Le régime réel normal, dit RN	125
Le régime de droit commun	126
Le régime des acomptes provisionnels	127
Chapitre 2 : Les régimes adaptés aux petites entreprises	129
La franchise en base	130
Quelles sont les entreprises concernées ?	130

Que se passe-t-il si le seuil est dépassé?	131
Le régime réel simplifié ou RSI	132
Qui peut en bénéficier?	132
En quoi ce régime est-il simplifié?	132
Que se passe-t-il si le seuil est dépassé?	133
Le mini-réel : un régime alternatif?	133

Partie 6 :

Comment aborder le contrôle et le contentieux fiscal?

Chapitre 1 : Quelles sont les précautions à prendre en cas de contrôle fiscal?	137
Le délai de reprise	138
Comment se déroule le contrôle?	138
Préparez-vous au contrôle	138
Comment répondre aux demandes du vérificateur?	139
Remise des documents sous format papier	140
Remise des fichiers informatiques	140
Le contrôle des comptabilités informatisées	140
Possibilité de régulariser spontanément avant la proposition de rectification	141
Que faire en cas de redressement?	141
Chapitre 2 : Comment gérer le contentieux fiscal?	143
Chapitre 3 : Quelles sont les sanctions possibles?	145

11

Partie 7 :

Pour en savoir plus

Chapitre 1 : Groupes : régime des sociétés holding	149
Le traitement particulier des produits financiers	150
Les dividendes sont hors du champ d'application de la TVA	150
L'activité de cession de titres est en principe hors du champ application de la TVA ...	150
Les intérêts sur les prêts aux filiales sont dans le champ d'application de la TVA et exonérés	150
Le régime TVA de la société holding varie selon son activité	151
Société holding pure : pas de possibilité de déduction de la TVA	151
Société holding mixte : une meilleure déduction de la TVA	151
La société holding peut déduire la TVA en tout ou partie	151
L'incidence des activités financières sur le coefficient d'assujettissement	152
La détermination du coefficient de taxation	153
La tolérance en cas d'opérations financières accessoires	153
La possible création de secteurs distincts d'activité pour éviter des déperditions	154
Les incidences sur la taxe sur les salaires	155

Quand la taxe sur les salaires est-elle due?.....	155
L'assiette de la taxe sur les salaires	155
Le taux de la taxe sur les salaires.....	156
Particularités des sociétés holding.....	156

Chapitre 2 : TVA sur les ventes de biens d'occasion 159

La TVA est appliquée sur la marge	159
Opérations à l'intérieur de l'UE.....	161
Rappel des principes.....	161
Le cas particulier des véhicules d'occasion	161

Chapitre 3 : Quelles précautions prendre avant d'appliquer le taux réduit pour les travaux réalisés dans les logements?..... 163

Quels sont les locaux concernés?	164
Quels sont les travaux visés par le taux réduit?.....	164
Quelles sont les obligations à remplir?	166

Les 10 commandements en matière de TVA

Annexes

Déclaration CA3.....	169
Annexe 3310 ter à la déclaration CA3 pour les entreprises ayant créé des secteurs distincts d'activité	171
TVA au taux réduit : attestation simplifiée.....	173
TVA au taux réduit : attestation normale	175
Demande de remboursement de crédit de TVA	180
Attestation d'assujetti	184
Modèle d'attestation d'achat en franchise de TVA	185
Modèle simplifié de clause fiscale	186
Version française.....	186
Version anglaise.....	186
Modèle de réclamation contentieuse avec demande de sursis au paiement.....	187
Liens utiles	188

Index..... 189

Chapitre 3

TVA à payer ou crédit de TVA ?



La clé en quelques mots

La TVA à payer résulte d'une TVA facturée supérieure à celle payée sur les dépenses.

Dans le cas contraire, le crédit de TVA qui apparaît peut être soit imputé sur la prochaine TVA due, soit remboursé sur demande expresse de l'entreprise.

N'hésitez pas à vous faire rembourser la TVA exposée dans un autre pays de l'UE. La procédure est désormais simplifiée et automatisée.

83

Dans quels cas doit-on régler de la TVA ?

Lorsqu'elle fait sa déclaration de TVA, l'entreprise doit calculer le montant de la TVA à payer au Trésor public. Pour cela, elle procède à la soustraction suivante :

TVA à payer = TVA collectée - TVA déductible

Si le résultat de la différence entre la TVA collectée et la TVA déductible est positif, c'est-à-dire si la TVA collectée sur le chiffre d'affaires est supérieure à la TVA dépensée, l'entreprise règle la TVA nette au Trésor public avec le dépôt de sa déclaration.

La date de reversement de la TVA varie selon le type d'opération et la date d'exigibilité, comme indiqué au quatrième chapitre la première partie.

Les modes de paiement possibles sont par remise d'espèces, par chèque ou par virement. Vérifiez cependant que vous n'êtes pas dans l'un des cas de télépaiement obligatoire abordés au chapitre 1 sur le régime du réel normal, dans la cinquième partie.

À suivre : à compter du 1^{er} janvier 2012, il existera une possibilité d'opter pour la consolidation du paiement de la TVA au sein d'un groupe de sociétés.

Comment utiliser le crédit de TVA ?

La clé en quelques mots



Le crédit de TVA peut être imputé sur la TVA due ou remboursé sur demande de l'entreprise.

84

Si le résultat de la différence entre la TVA collectée et la TVA dépensée est négatif, c'est-à-dire si l'entreprise n'a pas perçu de recettes imposables à la TVA supérieures à ses dépenses soumises à la TVA, elle dispose d'un crédit de TVA. Cela concerne par exemple les entreprises exportatrices.

Quelles sont les possibilités d'imputation ?

L'entreprise peut imputer ce crédit de TVA sur la TVA exigible le mois d'après et, le cas échéant, les mois suivants. Il n'y a pas de limitation à la durée du report qui est possible jusqu'à l'imputation totale de la TVA déductible. L'entreprise peut aussi choisir de demander le remboursement du crédit de TVA, ce qui peut être préférable du point de vue de la trésorerie de l'entreprise si le crédit est important et/ou récurrent.



Pensez que crédit de TVA peut aussi être imputé sur une échéance d'un autre impôt professionnel.

Comment en obtenir le remboursement ?

L'entreprise demande expressément le remboursement de son crédit de TVA.



Si vous demandez le remboursement du crédit de TVA, n'omettez pas de le retirer de la TVA déductible dès le dépôt de la demande.

Le remboursement est en principe annuel. Il est intégral à condition que son montant soit au moins égal à 150 euros.

Il existe une possibilité de remboursement mensuel ou trimestriel pour les entreprises qui déposent des déclarations mensuelles ou trimestrielles avec un montant de crédit minimum de 760 euros.

Pour que le crédit soit remboursé, l'entreprise doit en faire la demande sur un imprimé spécial N° 3519, reproduit en fin d'ouvrage en annexe, auquel est jointe la copie de la dernière déclaration CA3. Le remboursement annuel est demandé au cours du mois de janvier de l'année suivante. Les demandes de remboursements mensuels ou trimestriels sont déposées avec les déclarations CA3 mensuelles ou trimestrielles.



La première demande de remboursement de crédit de TVA a de fortes chances d'entraîner un contrôle sur la TVA. Elle est elle-même considérée comme une réclamation contentieuse. Cela signifie qu'en cas de rejet un recours est possible devant le tribunal administratif dans les deux mois du rejet. Les entreprises nouvelles joignent à leur première demande le relevé des factures d'achats. Une caution peut être demandée par l'administration fiscale.

85

Dans certaines circonstances exceptionnelles, l'administration peut accorder un dégrèvement d'office si l'entreprise n'a pas pu déposer sa demande de remboursement dans les délais ou n'a pas pu utiliser son crédit. Cela repose alors sur son bon vouloir.

Les entreprises qui réalisent des opérations relevant du commerce extérieur exonérées peuvent adopter une procédure particulière qui ne requiert pas un montant minimum. Sont concernées les entreprises pouvant justifier d'exportations ou de livraisons intracommunautaires. La périodicité du remboursement est en principe plus rapide, puisque ces entreprises peuvent demander un remboursement mensuel, limité à la taxe calculée fictivement sur le montant des exportations du mois. La demande est faite sur le même imprimé 3519. L'intérêt pratique est limité si l'entreprise dépose des déclarations CA3 mensuelles.

Quelles sont les obligations déclaratives ?



Rappelons que votre entreprise a déposé une déclaration d'existence dans les quinze jours du commencement de son activité. Pensez à réactualiser votre dossier si les conditions d'exercice sont modifiées. En cas de cessation de votre entreprise, déclarez-la dans un délai de trente jours.

L'entreprise dépose tous les mois une déclaration CA3 faisant apparaître avec exactitude le détail des opérations avec le taux applicable, le montant de la TVA déductible et le montant de la TVA exigible ou du crédit de TVA.

La déclaration est déposée le mois suivant celui au cours duquel les opérations générant une TVA à payer ou un crédit de TVA ont été effectuées. L'impôt correspondant est réglé lors du dépôt de la déclaration.

Comment se faire rembourser la TVA exposée dans un autre pays membre de l'UE ?

Directive 2008/9/CE, Instruction 3 D-2-10 du 29 juillet 2010

86 Depuis le 1^{er} janvier 2010, une nouvelle procédure est en place afin de permettre aux entreprises d'obtenir le remboursement de la TVA payée dans un État membre de l'UE.

Elle est issue de la directive 2008/9/CE, qui a introduit la dématérialisation. Cela devrait simplifier les formalités et accélérer les délais de traitement des demandes. Les entreprises s'adressent directement aux autorités compétentes de leur État d'établissement en passant par un portail électronique accessible à partir de l'espace « abonné » de la rubrique « Professionnels » du site www.impots.gouv.fr. C'est le système qui contrôle les données saisies et qui transmet directement à l'État concerné. Depuis fin août 2010, l'entreprise peut rattacher directement le relevé des achats/importations sous forme de fichier XLM produit par son logiciel de comptabilité. La demande de remboursement est ensuite transmise par l'administration fiscale à l'État membre concerné.

Les entreprises françaises n'ont plus en principe à fournir d'attestation d'assujetti, sauf dans certains cas, en particulier lorsqu'on la leur demande dans le cadre des relations commerciales ou administratives. L'imprimé 3558-SD, présenté en annexe, vous permet d'attester de votre qualité d'assujetti à la TVA en France auprès des administrations fiscales étrangères ou des fournisseurs étrangers.

De la même façon, les entreprises étrangères non établies en France utilisent le portail électronique mis à disposition par l'administration de leur État d'établissement.

Le remboursement peut être demandé jusqu'au 30 septembre en principe de l'année qui suit celle au cours de laquelle le droit à déduction est né.



Si vous n'obtenez pas le remboursement dans les délais prévus, vous pouvez demander des intérêts moratoires.